

Brochure n° 3353

**Convention collective nationale**

IDCC : 2706. – **PERSONNEL DES ADMINISTRATEURS  
ET DES MANDATAIRES JUDICIAIRES**

AVENANT N° 7 DU 8 JUIN 2012  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2012

NOR : ASET1251071M  
IDCC : 2706

Les signataires du présent avenant décident, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, une revalorisation de 2,2 % des salaires minimaux de l'article 21 de la convention collective du 20 décembre 2007 comme suit :

**Salaires minimaux conventionnels  
au 1<sup>er</sup> avril 2012 (en brut)**

*(En euros.)*

ÉCHELON	MONTANT
Filière administrative. – Employés	
A1	1 431
A2a	1 472
A2b	1 584
A2c	1 625
A3a	1 666
A3b	1 763
A3c	1 865
Filière administrative. – TAM	
A4a	1 921
A4b	2 024
A4c	2 351
Filière administrative. – Cadres	
Niveau I	2 555
Niveau II	2 923
Filière technique. – Employés	
T2a	1 472

ÉCHELON	MONTANT
T2b	1 574
T2c	1 625
T3a	1 681
T3b	1 763
T3c	1 921
T3d	2 024
Filière technique. – TAM	
T4a	2 228
T4b	2 391
T4c	2 662
Filière technique. – Cadres	
Niveau I	2 821
Niveau II	2 974
Filière collaborateurs	
C2b	1 717
C3a	2 044
C3b	2 351
C4a	2 860
C4b	3 031
Filière stagiaires	
S2b	1 737
S3a	1 942
S3b	2 146

Dans le prolongement de l'accord de mise en corrélation progressive de la rémunération des cadres au PLFSS (plafond de sécurité sociale), les partenaires sociaux ont décidé d'étendre cet ajustement progressif aux cadres des filières techniques N I et N II.

Le principe est intégré dans l'échéancier suivant :

- niveau I : 100 % du PLFSS au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- niveau II : 100 % du PLFSS au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

#### *Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

#### *Dépôt. – Entrée en vigueur*

Le présent avenant est déposé au conseil de prud'hommes de Paris et auprès des services centraux du ministre chargé du travail en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique.

Le présent avenant entre en vigueur dès les formalités de dépôt accomplies.

### *Extension*

L'extension de l'avenant est sollicitée conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 8 juin 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

IFPPC ;

ASPAJ ;

AMJ.

**Syndicats de salariés :**

FS CFDT ;

SPAAC CFE-CGC ;

FSE CGT.